

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIERES
DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES
FORM 25-001**

Organisé en application des dispositions
du Code de la Commande Publique

Accord-cadre fournitures courantes et services

**FORMATION A LA PREVENTION
DU RISQUE INCENDIE
POUR LES ETABLISSEMENTS DU GHT 72**

SOMMAIRE

PAGES

| | |
|---|-----------|
| CHAPITRE 1 – GENERALITES | 4 |
| ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES | 4 |
| ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE | 5 |
| 4.1 Décomposition en lots | 5 |
| 4.2 Décomposition en tranches | 5 |
| 4.3 Décomposition en phases | 5 |
| ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE | 5 |
| ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE | 6 |
| 6.1 Ordres de service | 6 |
| 6.2 Bons de commande | 6 |
| 6.3 Marchés subséquents | 7 |
| ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES | 7 |
| 7.1 Clause environnementale | 7 |
| 7.2 Clause sociale | 7 |
| ARTICLE 8 : PIECES CONTRACTUELLES | 7 |
| ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE | 8 |
| ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES | 8 |
| 10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac | 8 |
| 10.2 Respect des principes de la République | 9 |
| CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT | 9 |
| ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX | 9 |
| ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX | 10 |
| ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT | 11 |
| 13.1 Avance | 11 |
| 13.2 Temporalité de la demande de paiement : temporalité | 11 |
| 13.3 Acomptes | 11 |
| 13.4 Contenu de la demande de paiement | 11 |
| 13.5 Comptables assignataires | 12 |
| 13.6 Délais de paiement | 12 |
| 13.7 Intérêts moratoires | 12 |
| CHAPITRE 3 : DELAIS | 12 |
| ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION | 12 |
| ARTICLE 15 : PENALITES | 13 |
| 15.1 Pénalités pour retard | 13 |
| 15.3 Pénalités diverses | 14 |
| ARTICLE 16 : PRIME | 14 |

| | |
|--|-----------|
| CHAPITRE 4 : EXECUTION | 14 |
| ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION | 14 |
| 17.1 <i>Validation des supports</i> | 14 |
| 17.2 <i>Respect du calendrier</i> | 15 |
| 17.3 <i>Lieu d'exécution</i> | 15 |
| 17.4 <i>Profil des formateurs pressentis</i> | 15 |
| 17.5 <i>Clause de réexamen</i> | 16 |
| 17.6 <i>Prestations similaires</i> | 16 |
| ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE | 17 |
| 18.1 <i>Opérations de vérification</i> | 17 |
| 18.2 <i>Garanties</i> | 17 |
| ARTICLE 19 – ASSURANCES | 18 |
| ARTICLE 20 – RESILIATION | 18 |
| ARTICLE 21 – DIFFERENDS | 18 |
| ARTICLE 22 – DEROGATIONS | 19 |
| ARTICLE 23 – ANNEXES | 19 |

INTRODUCTION

Conformément à la loi du 26 janvier 2016 relative à la modernisation de notre système de santé, le Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) est créé, depuis le 1^{er} juillet 2016, par une convention constitutive.

La fonction achat du GHT 72 est dévolue à l'établissement support du GHT 72 : le Centre Hospitalier du Mans.

Dans ce contexte, le Centre Hospitalier du Mans réalise les achats pour lui-même et pour le compte des établissements *parties* du GHT 72, à savoir le :

- Centre Hospitalier de Montval-sur-Loir (ex Château du Loir)
- Centre Hospitalier de La Ferté Bernard
- Centre Hospitalier du Lude
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (Sites de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé le Guillaume)
- Centre Hospitalier de Saint Calais
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe (EPSM)
- Pôle Santé Sarthe et Loir (PSSL)
- EHPAD de Bessé sur Braye

Dans le cadre du GHT 72, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support, réalise la procédure d'achat pour le compte des Etablissement parties du GHT 72 suivants :

- Centre hospitalier de Montval sur Loir
- Centre hospitalier de La Ferté Bernard
- Pôle Hospitalier et Gériatrique Nord Sarthe (composé des centres hospitaliers de Beaumont sur Sarthe, Bonnétable et Sillé-le-Guillaume)
- Etablissement Public de Santé Mentale de la Sarthe
- Centre Hospitalier du Lude

Le présent marché applique le Cahier des Clauses Administratives Générales Fournitures courantes et services dans sa rédaction approuvée par l'arrêté du 30/03/2021.

CHAPITRE 1 – GENERALITES

ARTICLE 1 : PARTIES CONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- Le Centre Hospitalier du Mans, représenté par le Directeur Général, représentant le pouvoir adjudicateur, pour le compte des établissements listés ci-dessus, d'une part ;
- Et,
- Le titulaire, dont l'acte d'engagement accompagné de ses éventuelles annexes a été daté et signé par une personne habilitée à engager la société, d'autre part.

ARTICLE 2 : OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet de former les professionnels des établissements du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72) à la prévention du risque incendie.

ARTICLE 3 : FORME DU MARCHE

Les prestations s'exécuteront sous forme d'un accord-cadre à bons de commande en application des articles R.2162-1 à R.2162-5 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

ARTICLE 4 : DECOMPOSITION DU MARCHE

4.1 Décomposition en lots

L'opération concernée est décomposée en 5 lots définis comme suit :

| N° LOT | INTITULE |
|--------|--|
| 01 | Formation prévention au risque d'incendie pour le CH de Montval sur Loir |
| 02 | Formation prévention au risque d'incendie pour le CH de La Ferté Bernard |
| 03 | Formation prévention au risque d'incendie pour le PHGNS |
| 04 | Formation prévention au risque d'incendie pour l'EPSM |
| 05 | Formation prévention au risque d'incendie pour le CH du Lude |

4.2 Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

4.3 Décomposition en phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

ARTICLE 5 : DUREE DU MARCHE

Les prestations sont conclues pour une durée de 12 mois.

Le marché est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois. Le titulaire ne peut la refuser. En cas de non-reconduction du marché, le titulaire sera informé au moins 2 mois à l'avance avant la fin de la période d'exécution en cours.

Le marché s'exécutera à compter du 25/11/2025, ou de sa date de notification si ultérieure.

ARTICLE 6 : FORME D'EXECUTION DU MARCHE

6.1 Ordres de service

Sans objet

6.2 Bons de commande

A / Exécution des bons de commande

L'accord-cadre fait l'objet de bons de commande conclu avec un seul titulaire.

L'accord-cadre est conclu sans minimum et avec un maximum réparti comme suit pour sa durée totale :

Lot 1 : Montant maximum : 50 000 € HT pour la durée totale du marché

Lot 2 : Montant maximum : 50 000 € HT pour la durée totale du marché

Lot 3 : Montant maximum : 30 000 € HT pour la durée totale du marché

Lot 4 : Montant maximum : 150 000 € HT pour la durée totale du marché

Lot 5 : Montant maximum : 30 000 € HT pour la durée totale du marché

Le marché s'exécute par émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins exprimés par l'acheteur.

Le titulaire se conforme strictement aux bons de commande qui lui sont transmis dans le cadre du présent marché.

Les bons de commande sont écrits. Ils sont notifiés en un exemplaire au titulaire.

Les commandes seront passées par l'établissement concerné au moyen de **bons de commande** signés du Directeur des Achats ou de son représentant.

Chaque bon de commande comportera :

- Le numéro et l'objet du marché ;
- Le numéro et la date du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le détail des prestations ;
- Le(s) délai(s) d'exécution des prestations ;
- Le(s) lieu(x) d'exécution des prestations ;
- Le montant unitaire HT et TTC des prestations
- Le montant prévisionnel total HT et TTC des prestations ;

B / Annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande n'a pas pour objet de résilier le marché à bons de commande et constitue une simple mesure d'exécution du contrat.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'annuler par voie écrite et émise de manière dématérialisée (télécopie, courriel) toute commande n'ayant pas encore été exécutée.

L'annulation interviendra dans un délai maximum de 15 jours ouvrés avant la date de commencement d'exécution.

En cas d'annulation du bon de commande, aucune indemnité ne sera versée au titulaire du marché.

6.3 Marchés subséquents

Sans objet

ARTICLE 7 : CLAUSES SOCIALES ET ENVIRONNEMENTALES

7.1 Clause environnementale

Le présent marché public est soumis à des considérations environnementales, en application de l'article L.2112-2 du code de la commande et du CCAG applicable et notamment concernant les déplacements.

7.2 Clause sociale

Sans objet

ARTICLE 8 : PIÈCES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles sont les suivantes et prévalent dans l'ordre énuméré ci-dessous* :

- L'Acte d'engagement (AE) ou ATTRI 1 et ses éventuelles annexes dont le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U.), dans la version résultat des dernières modifications éventuelles, gérées par modification du marché (avenant, acte de sous-traitance) et/ou par mise au point du marché ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G.) des marchés publics de fournitures courantes et de services (arrêté du 30 mars 2021) (*Cette pièce générale est réputée connue des parties et n'est pas jointe au dossier de consultation*) ;
- L'offre technique et financière du titulaire à l'exception des quantités précisées dans le D.Q.E. qui sont données à titre indicatif, (*)
- Le Règlement Intérieur du (ou des) établissement(s) concerné(s)

*Seul fait foi l'exemplaire original conservé par l'administration du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72.

Les pièces générales ne sont pas jointes au présent Marché, elles sont réputées être connues des parties en présence et peuvent éventuellement les télécharger sur <http://www.legifrance.gouv.fr>

Cette liste n'est pas limitative, le Titulaire devant se conformer à tous les textes législatifs et réglementaires en vigueur régissant l'objet du Marché.

Pour l'ensemble de ces textes, il sera toujours fait application de la dernière édition avec mise à jour, additif, rectificatif en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Le Titulaire ne peut se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des textes énumérés ci-dessus et d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du Marché.

Quoiqu'il en soit, la seule signature de l'acte d'engagement entraîne l'acceptation des pièces du présent marché dans leur totalité.

Toute clause portée dans les documents constituant l'offre du titulaire est réputée non écrite dès lors qu'elle apparaît contraire aux stipulations des autres pièces contractuelles. Cette disposition est notamment mais non exclusivement applicable aux conditions générales de vente proposées par le titulaire dans son offre.

ARTICLE 9 : CONFIDENTIALITE - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES - MESURES DE SECURITE

A l'occasion de leurs missions, les personnels du titulaire peuvent avoir connaissance et détenir des documents et des informations de nature confidentielle relatifs aux installations, matériels et activités du Centre Hospitalier du Mans ou des autres établissements membre du GHT 72. En conséquence, ils seront tenus d'observer la plus grande discrétion et de respecter rigoureusement l'obligation de réserve pendant toute la durée de la prestation, voire au-delà du terme du contrat de travail. L'employeur devra apporter la preuve qu'il a intégré une clause de confidentialité aux contrats des personnels du titulaire intervenant dans le cadre de la prestation. Un rappel des obligations de réserve sera fait régulièrement par leur employeur.

Toutes les données transférées au titulaire dans le cadre de l'exécution du présent marché ont un caractère stratégique et strictement confidentiel. L'ensemble de ces données et fichiers sont soumis au respect de la loi la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 « Informatique et libertés » dans sa dernière version et relève de la vie privée et du secret professionnel.

Le titulaire du marché s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018.

ARTICLE 10 : CONDITIONS PARTICULIERES

10.1 Respect du Règlement Intérieur et Hôpital sans tabac

Le titulaire du marché est tenu au respect du règlement intérieur du (ou des) Centre(s) Hospitalier(s) concerné(s). Le règlement intérieur sera transmis au titulaire à la notification du marché.

D'une manière générale, le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des textes énumérés au présent CCAP (Lois, Décrets, Arrêtés, Règlements, circulaires, ...) de tous textes administratifs nationaux d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché public.

10.2 Respect des principes de la République

La loi du 24/08/2021 (confortant les principes de la République) impose au titulaire du marché (si ce marché lui confie l'exécution d'un service public), d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

À ce titre, le titulaire doit notamment veiller à ce que ses salariés et l'ensemble des personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction (dans la mesure où ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public) s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses et traitent de manière égale toutes les personnes et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire doit également veiller à ce que toute autre personne à laquelle il confie pour partie l'exécution du service public (par exemple, un sous-traitant) s'assure du respect de ces mêmes obligations.

Des contrôles pourront être mis en place et des sanctions prononcées, lorsque le titulaire du marché ne prendrait pas les mesures adaptées pour mettre en œuvre ces obligations et faire cesser les éventuels manquements constatés.

CHAPITRE 2 : PRIX ET REGLEMENT

ARTICLE 11 : CONTENU DU PRIX

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise limite des offres finales dit mois m_0 .

Les prix des prestations s'entendent toutes charges incluses. Ils comprennent donc les frais engendrés par la conception et l'impression de la documentation des stagiaires, l'animation de formation, l'ingénierie de formation, les éventuels réajustements des contenus du programme de formation demandés par l'établissement, les méthodes et outils pédagogiques, le matériel, les fournitures, les consommables ainsi que tous les frais de gestion afférents à la réalisation des prestations y compris les frais de séjour du formateur (transport, repas et hébergement) et les frais d'acheminement de la documentation sur le lieu d'animation de la formation.

Aucun autre frais lié à ces prestations, et qui ne ferait pas l'objet d'une prestation supplémentaire demandée expressément par l'établissement ayant engagé la commande, ne pourra être facturé par l'organisme.

ARTICLE 12 : MODALITE DE VARIATION DU PRIX

Le prix est **révisable**.

Aucune demande de révision de prix ne pourra intervenir pendant la première année du marché à la demande du titulaire ou de l'acheteur.

Au-delà, les prix seront révisés à la hausse comme à la baisse, annuellement à date anniversaire du contrat. Le titulaire enverra ses prix révisés au moins deux mois avant chaque échéance annuelle

La demande de révision devra contenir :

- La valeur de(s) l'indice(s)
- La formule de révision
- Les prix initiaux des annexes financières du marché
- Les prix révisés des annexes financières du marché

Cette demande devra être adressée à l'acheteur de la filière à l'adresse suivante : cgarreau@ch-lemans.fr Tel : 02 43 43 26 27.

La formule de révision applicable est la suivante :

$$P = P_o \text{ SYN } ' / \text{ SYN}o$$

dans laquelle :

- P étant le prix révisé
- Po le prix initial
- SYN o est la valeur prise au mois zéro par les ou l'index de référence I du marché
- SYN' est la valeur prise au mois d'établissement de la révision de la demande de paiement par les ou l'index de référence(s) I du marché

La date d'établissement des prix est la date de remise des offres définitives par le titulaire.

Index de référence : SYN = indice SYNTEC

Tous les indices sont publiés au **B.O.C.C.R.F.** : **B**ulletin **O**fficiel de la **C**oncurrence, de la **C**onsommation et de la **R**épression des **F**raudes ou sur le site de l'INSEE (<https://www.insee.fr/fr/information/2411675>).

Clause de sauvegarde

Dans le cas où le prix ajusté entraînerait une augmentation annuelle supérieure à 2 %, le Directeur des Achats du Centre hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, après avoir évalué la situation économique et les conditions de la concurrence, se réserve la possibilité soit de :

- ✓ Plafonner l'augmentation à 2 %,
- ✓ De ne pas reconduire le marché.
- ✓ De résilier le marché.

ARTICLE 13 : MODALITES DE REGLEMENT

13.1 Avance

L'avance ne pourra être mandatée qu'après la constitution d'une garantie à première demande conformément aux dispositions de l'article R.2191-7 du Code de la Commande Publique. En aucun cas une caution personnelle et solidaire ne pourra être proposée.

En application de l'**Option A** prévue au CCAG retenue, le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct bénéficie d'une avance calculée en application du code de la commande publique dès lors que le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros hors taxes et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 20 %.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant n'est pas une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance est fixé à 5 % .

L'avance est versée et remboursée selon les dispositions du code de la commande publique.

13.2 Temporalité de la demande de paiement : temporalité

La remise de la demande de paiement intervient dans les 30 jours après la fin de chaque session, conformément aux indications du CCTP.

13.3 Acomptes

Sans objet

13.4 Contenu de la demande de paiement

Le règlement des sommes dues par l'établissement concerné au titre du marché est effectué suivant les règles de la Comptabilité Publique, ainsi que dans les conditions prévues par le C.C.A.G. mentionné dans le présent document.

Les demandes de paiement sont établies sous forme de facture comprenant les éléments suivants :

- La date d'émission de la facture ;
- Le numéro de la facture ;
- Les nom et adresse du créancier ;
- Le destinataire de la facture ;
- Le code d'identification du service en charge du paiement (centre de gestion) ;
- Le numéro et la date du marché (ainsi que le numéro et la date du bon de commande si marché à bons de commande) et les références du bon de livraison ;
- La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux
- La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;

- Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures et les pièces justificatives nécessaires sont déposées sur le site Chorus Pro : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Toute facture reçue papier fera l'objet d'une suspension du délai de paiement jusqu'à son dépôt sur Chorus Pro.

13.5 Comptables assignataires

Les coordonnées des comptables assignataires de **chaque établissement membre du GHT 72** sont indiquées dans [l'Annexe A – Coordonnées des établissements membres du GHT 72](#) jointe au présent CCAP.

13.6 Délais de paiement

Conformément aux dispositions de l'article R.2192-11 1° du Code de la Commande Publique, le délai maximum de paiement est de **50 jours** à compter de la date de réception de la facture.

13.7 Intérêts moratoires

Au cas où le délai maximum de paiement mentionné à l'article « Délai de paiement » du présent document ne serait pas respecté et conformément aux articles de R.2192-31 à R.2192-36 du Code de la Commande Publique, des intérêts moratoires seraient versés au titulaire par l'établissement concerné.

Conformément aux dispositions de l'article R.2192.31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

De plus, au versement des intérêts moratoires, s'ajoute une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros.

CHAPITRE 3 : DELAIS

ARTICLE 14 : DELAI D'EXECUTION

14.1 Délais d'exécution des prestations

Voir CCTP

La planification des différentes sessions est réalisée en concertation avec chaque établissement concerné du GHT 72.

Ce calendrier validé par l'établissement concerné est contractuel.

14.2 Prolongation du délai d'exécution

En application du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution, du fait de l'acheteur ou du fait d'un évènement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

ARTICLE 15 : PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités énoncées ci-dessous sont cumulatives et encourues sans mise en demeure préalable, du simple fait de la constatation des faits.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, aucune exonération n'est prévue.

15.1 Pénalités pour retard

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10 % du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Lorsque le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité journalière de retard de 100 €, par jour calendaire de retard sur :

- La transmission des attestations de formation (qui doivent être effective dans un délai d'un mois maximum à compter de la dispense de la formation)
- La transmission des livrables dans les délais mentionnés à l'article 5.3 du CCTP

15.3 Pénalités diverses

Pénalité pour non-respect du mémoire technique : 100 € HT par manquement constaté

Pénalité pour non-respect des clauses techniques du CCTP : 100 € HT par manquement constaté.

Pénalité pour annulation d'une session de formation moins de 7 jours avant la tenue de la session : 100 € par manquement constaté.

ARTICLE 16 : PRIME

Sans objet

CHAPITRE 4 : EXECUTION

ARTICLE 17 : MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

17.1 Validation des supports

Avant le lancement de l'action, l'établissement concerné se réserve le droit de demander au titulaire de soumettre à sa validation le contenu de l'action de formation développée ainsi que les supports de formation conçus (livrets stagiaires, diaporamas, grilles d'évaluation...).

L'organisme est vivement invité à proposer des supports pédagogiques variés (vidéo...) qui seront également remis aux établissements concernés.

Une réunion de travail entre le titulaire et l'établissement concerné pourra être planifiée à l'initiative de ce dernier, si nécessaire, pour retravailler sur les supports de formation et l'ensemble de la documentation qui sera remise aux participants.

Les établissements concernés se réservent la possibilité de mettre à disposition des professionnels via le réseau informatique interne de chaque établissement, les supports de formation.

Le cas échéant, le titulaire remettra à l'établissement concerné, par courrier, courriel ou dépôt, la version modifiée desdits supports. Ces documents devront être réceptionnés par l'établissement concerné dans le respect du délai indiqué à l'article 5.3 « Modalités de remise des livrables » du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

L'établissement concerné procédera aux vérifications nécessaires pour constater qu'ils sont conformes à ses attentes et s'engage, à l'issue de la remise de l'ensemble des documents, à notifier au titulaire par courrier ou téléphone, leur conformité.

Il pourra demander au titulaire, dans le délai imparti, d'apporter des modifications à un ou plusieurs des documents remis pour vérification.

Le refus du titulaire aura pour effet l'annulation, sans frais pour l'établissement concerné, des sessions planifiées et la résiliation immédiate de plein droit du marché pourra être prononcée par Le Centre Hospitalier du Mans établissement support du GHT 72, aux torts de l'organisme, titulaire du marché.

17.2 Respect du calendrier

La planification des différentes sessions, en dehors des périodes de vacances scolaires de la zone B et conformément aux dispositions de l'article 3.1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières, est réalisée en concertation avec chaque établissement concerné du GHT 72.

Ce calendrier validé par l'établissement concerné est contractuel.

La planification est réalisée en prenant en compte les contraintes de calendrier de chaque établissement.

Les dates négociées et acceptées ne peuvent faire l'objet de modification sauf accord écrit des deux parties.

17.3 Lieu d'exécution

Le titulaire devra être en mesure de dispenser les sessions de formation dans les locaux de chacun des établissements concernés.

17.4 Profil des formateurs pressentis

Le titulaire s'engage à confier l'animation de toutes les sessions de formation organisées dans le cadre du marché à des formateurs disposant des qualifications et expériences suffisantes pour animer des actions de formation sur des thématiques du domaine concerné auprès d'un public adulte.

La tenue portée par le formateur doit permettre une différenciation avec les personnels des services de secours publics.

A ce titre, le titulaire s'engage à vérifier et garantit la véracité des compétences et des expériences communiquées au pouvoir adjudicateur en réponse à la présente consultation pour chacun des formateurs proposés dans l'offre.

Les formations seront dispensées par les formateurs pressentis par le titulaire dans l'offre validée par le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, à l'issue de la consultation. Aucun changement d'intervenant ne sera effectué sans l'accord préalable des établissements concernés.

En cas de force majeure (maladie, accident, ...), le titulaire peut proposer à l'établissement ayant engagé la commande de faire intervenir un autre formateur aux dates prévues et/ou proposer de reporter la session de formation à une date ultérieure avec le même formateur. L'établissement peut refuser ces propositions. En tout état de cause, l'établissement n'est redevable du prix de la session de formation qu'après son exécution effective par le titulaire.

En cas de changement d'intervenant accepté par l'établissement commanditaire de la commande, le titulaire doit proposer un autre intervenant ayant un profil équivalent de formateur et présentant à minima les mêmes compétences. Ce changement d'intervenant ne présentera aucune conséquence en terme de coût pour l'établissement commanditaire.

17.5 Clause de réexamen

Conformément aux dispositions de l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique relatif aux modifications de marché public, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de recourir notamment à la clause de réexamen dans les conditions définies ci-après :

- Dans le cas où un établissement membre du Groupement Hospitalier de Territoire de la Sarthe (GHT 72), quel qu'il soit, recenserait un besoin similaire aux prestations, objet du présent marché public, et ce, pendant toute sa durée, lesdites prestations seraient intégrées au présent marché public.
Elles seront réalisées conformément au Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulières de l'accord cadre, et, éventuellement à son (ou ses) annexe(s), et aux conditions prévues à l'article R.2194-2 du Code de la Commande Publique.
Pour ce faire, un établissement membre du GHT 72 exprime, auprès du Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, un besoin similaire à celui décrit dans le présent marché public.
Dans ce cas, le Centre Hospitalier du Mans, établissement support du GHT 72, se réserve la possibilité de modifier le présent marché public en intégrant les prestations par la notification d'une « modification du marché » au titulaire. Cette modification précisera notamment le nom de l'établissement partie concerné, la durée d'exécution de la prestation et le lieu d'exécution.
- En application de l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, en cas de changement de titulaire dans le cadre de la distribution de produits à titre exclusif.
- Dans le cadre d'évolutions des conditions financières soumises à la force majeure, dans la mesure où un accord financier peut être accepté par le pouvoir adjudicateur.
- Dans le cas où un établissement devrait modifier le déroulé (organisation méthodologie ou contenu) d'une session, ou ajouter un nouveau format de session formation, ce nouveau besoin sera ajouté en annexe financière après chiffrage par le titulaire.

17.6 Prestations similaires

Pour les prestations de services, le Centre Hospitalier du Mans se réserve la possibilité de recourir à la réalisation de prestations similaires à celles décrites dans le Cahier des clauses techniques particulières (et éventuellement son ou ses annexes) du présent marché, dans les conditions prévues à l'article R2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 18 : CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS – GARANTIE – MAINTENANCE

18.1 Opérations de vérification

18.1.1 Nature des opérations

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont effectuées selon les usages de la profession pour les fournitures courantes ou services en cause.

Le titulaire est informé par l'acheteur du jour et de l'heure auxquels sont prévus les opérations de vérification afin de pouvoir y assister ou de se faire représenter. Son absence ne compromet pas la régularité de la procédure de vérification.

18.1.2 Déroulement des opérations de vérification

L'acheteur effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitative et qualitative simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les opérations de vérification nécessitant un examen plus approfondi sont exécutées par l'acheteur et notifiées dans les quinze jours.

18.1.3 Décision après vérification

Admission des prestations

Application du CCAG-FCS

Ajournement des prestations

Application du CCAG-FCS

Réfaction

Application du CCAG-FCS

Rejet

Application du CCAG-FCS.

18.1.4 Transfert de propriété

Application du CCAG-FCS

18.2 Garanties

Application du CCAG-FCS

ARTICLE 19 – ASSURANCES

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 20 – RESILIATION

Application du CCAG-FCS et notamment de ses dispositions relatives à l'exécution aux frais et risques du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en application de l'article 45 du CCAG-FCS, de faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 21 – DIFFERENDS

En cas de contestation à l'occasion de la validité, l'interprétation, l'exécution, l'inexécution ou la résiliation de la prestation, les parties s'efforceraient de la régler à l'amiable avant toute action en justice, conformément aux dispositions du chapitre 8 du C.C.A.G. des marchés publics de fournitures courantes et de services.

En cas de litige, seul est compétent le Tribunal Administratif

Tribunal Administratif de Nantes
6 allée de l'île Gloriette - BP 24111
44041 NANTES Cedex.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du comité consultatif du règlement amiable.

Comité consultatif de règlement amiable des litiges relatifs aux marchés publics :

CCIRA de Nantes

DREETS DES PAYS DE LA LOIRE

22 mail Pablo Picasso - BP 24209

44042 NANTES CEDEX 1

02 53 46 79 83 - 6 02 53 46 79 79

paysdl.ccira@dreets.gouv.fr <https://pays-de-la-loire.dreets.gouv.fr>

ARTICLE 22 – DEROGATIONS

L'article 8 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article 15 du CCAP déroge aux articles 14.1.1 à 14.1.3 du CCAG-FCS

ARTICLE 23 – ANNEXES

Annexe A – Coordonnées Etablissements
